



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-59606>

Département(s) de publication : 75

Annonce n° 24-59606

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : C.N.R.S. Délégation Paris Normandie

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 18008901304033

Ville : Paris cedex 16

Code postal : 75794

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 75

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2548271&orgAcronyme=f2h>

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Secteur achats de la Délégation Paris-Normandie du CNRS

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Voir RC
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Voir RC
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Voir RC

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 21/06/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Le secteur achats du Service Financier et Comptable de la Délégation Paris-Normandie du CNRS

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : PRESTATIONS INFORMATIQUES POUR LA REFONTE GRAPHIQUE DU PORTAIL EMPLOI DU CNRS

Code CPV principal - Descripteur principal : 72212461

Type de marché : Services

Description succincte du marché : La consultation a pour objet la fourniture d'une nouvelle interface graphique centrée sur l'utilisateur (UX / UI) pour l'application Portail emploi, des feuilles de style nécessaires à un parcours plus fluide pour l'utilisateur sans oublier les prestations annexes rendues nécessaires par les évolutions de l'application (formations, conduite du changement, expertises. Le présent accord-cadre est passé par la délégation Paris-Normandie du CNRS à la demande de la Direction des Ressources Humaines (DRH) du CNRS. La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 R2123-1 à R2123-3 de Code de la commande publique.

Lieu principal d'exécution du marché : Les différents lieux d'exécution du présent accord-cadre sont soit à la délégation Paris-Normandie du CNRS, situé au 3 rue Michel-Ange 75794 Paris 16 cedex. Soit dans les locaux du titulaire de l'accord-cadre sous réserve que le lieu d'exécution se tienne exclusivement sur le sol français.

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les prestations du présent accord-cadre ne sont pas alloties. Les prestations du présent accord-cadre ne sont pas alloties. En application de l'article L2113-11, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence. La présente consultation ne fait pas l'objet de visite. Les candidats pourront retirer le dossier de consultation (Dce) gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Le mode de communication choisi par le CNRS pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation disponible sur le site internet suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. A ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera utilisée par le CNRS comme l'adresse électronique pour communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci. Le CNRS entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts au DCE. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements. Le CNRS décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il vous appartiendra de récupérer, par vos propres moyens, les informations communiquées. Le candidat remet sa candidature et son offre de manière dématérialisée uniquement sur la plate-forme précitée. Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet AIDE. En cas de difficultés, il est possible de contacter le support CLIENTS; par courrier électronique à l'adresse suivante : place.support@atexo.com. Tous les documents constituant la réponse présentée par le candidat sont rédigés en langue française. Adresse de l'instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004, Paris, F Délais et voies de recours : Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (Cja), pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché; Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 521-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais Prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Référé contractuel après la signature dun marché spécifique dans un délai de 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci, dans les conditions fixées aux articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative ; Recours en pleine juridiction contestant la validité du

marché dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées au sens de la décision Département De Tarn-Etgaronne (CE, Ass., 4 avril 2014, no 358994). Ce recours en contestation de validité peut être assorti d'une demande tendant sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative, à la suspension de l'exécution du contrat.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/05/2024